

Moustapha Samb
Maitre de Conférences
Cesti/ Ucad, Tel : 776579561

Les Médias Sénégalais à l'épreuve des élections de 2000 : L'exemple du Soleil et des autres médias privés

Introduction

Le 19 mars 2000, lors du second tour de l'élection présidentielle, la coalition de partis politiques regroupés au sein du Front pour l'Alternance (FAL mis sur pied le 7 mars 2000) pour soutenir la candidature d'Abdoulaye Wade, mettait fin au long règne du Parti socialiste. Pour reprendre le mot d'un homme politique sénégalais, «l'opposition venait de déraciner un baobab». Battu par son vieux rival, le président Abdou Diouf reconnaissait rapidement sa défaite et acceptait l'alternance, au grand soulagement de la population et des observateurs étrangers qui craignaient un blocage du processus électoral et un déchaînement de la violence.

Ces élections ont en effet été organisées dans un climat de très forte tension, marqué notamment par le coup d'État militaire contre le régime d'Henri Konan Bédié en Côte d'Ivoire. L'issue de la crise ivoirienne a eu beaucoup d'échos au Sénégal, où une partie de la population, convaincue que l'alternance était irréalisable par la voie des urnes, rêvait d'un Robert Gueï sénégalais. La situation était d'autant plus tendue que le leader de l'opposition lui-même n'avait pas hésité, durant la campagne, à demander à l'armée de faire respecter la volonté de changement du peuple sénégalais en cas de fraude du pouvoir.

Dans un contexte marqué par une grogne croissante au sein de la troupe qui réclamait les primes qui lui était due dans le cadre de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minurca), cette sollicitation des militaires avait suscité une grande émotion et des interrogations quant à la stabilité future du pays. Les propos de Wade, de même que ceux des autres dirigeants de l'opposition demandant à leurs militants de lutter contre les fraudes électorales¹ étaient un des signes révélateurs d'une élection qui mettait en danger la société sénégalaise.

L'objectif de cet article est d'analyser les rapports entre Médias et Pouvoir au Sénégal depuis l'alternance des années 2000. Cette situation consiste à faire un état des lieux sur la presse sénégalaise à partir des années 2000, une période qui coïncide avec l'alternance politique au sommet de l'Etat. Il s'agit dans notre démarche de réflexion de revisiter le rôle des médias publics dans cette élection et montrer la différence de perspective entre les médias publics et ceux privés. Ces derniers ont manifestement fait preuve d'un comportement aux antipodes des médias pro-gouvernementaux. Par la suite, nous analyserons les tensions entre les journalistes et le pouvoir durant la période post électoral d'une part et d'autre part les nouveaux tenants du pouvoir face à la difficile gestion de la démocratie qui n'est jamais acquise définitivement.

I/ Les médias publics face à l'alternance : Exemple du Soleil

L'alternance politique survenue au Sénégal à la suite de l'élection présidentielle de février-Mars 2000, consolidée par les élections législatives d'avril 2001, a profondément influé sur le fonctionnement des médias publics. Auparavant, accusés de parti-pris en faveur du pouvoir, les organes de presse appartenant à l'Etat tentent désormais d'assurer un traitement équilibré de l'information politique. Il se trouve qu'en dehors de la volonté

¹ Diop (Momar Coumba), Diouf (Mamadou), Diaw (Aminata), *l'Alternance au Sénégal, le Baobab a été déraciné*
www.politique-africaine.com p157 à 160

politique affichée par les nouveaux tenants du pouvoir et de la forte demande démocratique au niveau de la société civile, il n'ya aucune garantie, au plan juridique et institutionnel, pour préserver durablement les avancées notées au niveau des organes de service public. La question de l'indépendance des médias publics vis-à-vis des décideurs politiques reste donc sans réponse.

L'enjeu de l'élection présidentielle est tel que, pour la première fois, les dirigeants du soleil conviennent la rédaction du journal à un séminaire interne pour se pencher sur la manière de couvrir la campagne électorale.² Au cours de ces échanges, les journalistes font part des critiques qui fusent de partout à propos du déséquilibre dans le traitement de l'information politique pendant les campagnes électorales, en faveur du PS. La Direction du journal, pour sa part, réaffirme son ancrage dans le service public et le soutien à la politique gouvernementale qui veut aussi dire, pour elle, apaisement de la tension qui couve dans le pays, pendant les périodes électorales. La direction réaffirme surtout la prépondérance qu'il convient d'accorder au candidat socialiste et à son équipe, vu qu'ils ont un bilan à défendre contre une kyrielle d'adversaires. Un consensus se dégage pour qu'une équipe suive le candidat Diouf et une autre le premier Ministre.³ Pour les autres, pas d'équipe de reporters ; on cherche ainsi à éviter des accointances entre les reporters et les dirigeants qu'ils sont chargés de couvrir. Mais pour Abdou Diouf, comme par enchantement, on ne craint pas de probables accointances et c'est pourquoi la rédaction et la direction du journal conviennent d'envoyer une équipe de reporters dans chaque département et des consignes sont données pour un respect scrupuleux de l'équilibre dans le choix des sujets et le traitement de l'information. D'un commun accord, les dirigeants du soleil prennent le pari de jouer à fond la carte du soutien à Diouf au point d'exercer un contrôle politique sur le journal.

1°) Les éditoriaux de la discorde

Tout se passe désormais comme si le Soleil a changé de mission pour servir exclusivement les intérêts d'un parti et plus particulièrement d'un homme, puisque les témoignages issus des milieux socialistes précisent que les faveurs éditorialistes de ce journal étaient surtout à l'avantage d'un petit monde autour d'Ousmane Tanor Dieng.⁴ El Bachir Sow, un des responsables du Soleil, explique le phénomène ainsi qu'il suit : « plus la démocratie a avancé dans ce pays, plus le PS s'est senti menacé par l'opposition, plus en retour, ce parti a serré l'étau autour du soleil qui passait ainsi, de plus en plus, sous le contrôle politique de ce parti, par le biais des fonctionnaires de la présidence de la République. Le résultat de tout cela, c'est que même à l'intérieur du PS, les gens se plaignaient du fait qu'ils n'avaient plus accès au Soleil et du fait justement qu'il fallait être proche de Tanor ou de la présidence pour profiter des colonnes du quotidien national ». A vrai dire, cette situation est très prévisible. Le Directeur du soleil est nommé par un conseil d'administration présidé par le conseiller en communication du président de la République. Le conseiller du président écoute le Ministre des Services et Affaires présidentielles qui donne les instructions du président de la République. La boucle est donc bouclée et tout Directeur Général est en fait à la merci du Ministre d'Etat, par ailleurs premier secrétaire du parti socialiste. Ibrahima Gaye, Directeur Général du Soleil à l'époque, n'a pas échappé à la logique, malgré sa bonne volonté, dont ont témoigné nombre de ses collaborateurs. Son rôle pendant la période électorale était donc particulier dans l'orientation du Soleil, en faveur du candidat socialiste et cela s'est manifesté à travers les déséquilibres que nous

² Sall (Aliou), *Enjeux démocratiques et traitement de l'information dans le service public de la presse au Sénégal : L'exemple du Soleil dans le processus de l'alternance*, Mémoire de Maîtrise en Sciences de l'Information et de la Communication Cesti Juillet 2001, p 46, 93 pages

³ Le motif invoqué est celui de la règle des trois tiers selon laquelle le gouvernement doit disposer d'un tiers de la surface rédactionnelle, le parti au pouvoir et l'opposition idem

⁴ Premier Secrétaire du parti Socialiste au pouvoir, Ministre d'Etat, chargé des services et affaires présidentielles.

avons évoqués plus haut. Pour ce qui est de la distribution des espaces rédactionnels entre les différents candidats et la gestion de la page Une du journal on constate un net parti-pris en faveur du seul candidat socialiste. Finalement, l'alternance survint au Sénégal, Abdoulaye l'emporte largement sur Abdou Diouf et ce dernier le félicita aussitôt. Les jours suivants, la rédaction déploie de grands efforts pour couvrir les activités du nouveau chef de l'Etat. Mais rien ne se fait dans l'excès cette fois-ci. On donne même la parole au PS, qui s'installe difficilement dans l'opposition. Les syndicalistes qui avaient dénoncé les déséquilibres font triompher leur ligne : un service public qui défend l'Etat doit être à équidistance des familles politiques. Mais l'alternance s'est faite dans la douleur au Soleil. C'est pourquoi, les nouveaux pouvoirs n'ont aucune raison d'aimer ce produit qui l'a combattu sans gêne et surtout, le plus souvent sans élégance. D'ailleurs, les signaux d'hostilité ne tarderont pas à venir de la part du Président de la République lui-même qui reste insensible aux nouveaux efforts du Soleil en faveur de l'Etat qu'il incarne désormais en se souvenant certainement de l'équilibre longtemps réclamé par l'ancienne opposition et toujours ignoré par les autorités de ce journal. Il s'installe alors une période d'incertitudes.⁵

2°) Les perspectives du service public de l'information

L'alternance politique intervenue à l'issue de deux tours de scrutins apparaît comme le complément qui manquait, jusque-là, à la démocratie sénégalaise. Les acteurs politiques et la société civile conviennent que le rôle de la presse a été déterminant dans le processus électoral. Certains franchissent le pas consistant à expliquer le vote des sénégalais par la prise de conscience politique provoquée par les médias. D'autres plus radicaux, justifient la défaite de Diouf et de son parti, par un parti pris de la presse indépendante

Il va sans dire que le Soleil de par le traitement inégal de l'information politique qu'il a érigé en ligne de conduite tout au long du processus électoral, de même que les autres médias du service public, ne font pas partie des héros de l'alternance. Au contraire, le régime installé à la faveur de l'élection présidentielle de février et mars 2000 ne cache pas son indifférence vis-à-vis du Soleil. Une vague d'inquiétudes s'empare alors d'une bonne partie du personnel et notamment des journalistes de cet organe. Certains décident de faire face à la conjoncture et essaient de relever le défi de la crédibilité

. Une nouvelle équipe dirigeante pose les jalons du changement. Les élections législatives anticipées d'avril 2001 seront les premiers tests grandeur nature du nouveau soleil qui se veut équidistant des familles politiques et dépouillés des éditoriaux de chapelle comme le répète souvent le nouveau directeur général. Mais les mêmes causes produisant les mêmes effets, une partie de l'opinion craint, de nouveau, l'accaparement du soleil par le parti ou les partis au pouvoir. En effet, le directeur général est toujours nommé sur proposition des autorités publiques et révoqué sur leurs instructions. Du coup, en dehors de la volonté affichée par le Président de la République de laisser les journalistes du service public travailler dans la plus grande liberté, il n'y a aucune garantie, de type institutionnel, pour sauvegarder la liberté de ton des médias du service public. C'est là où, le sens de la réflexion amorcée au sein de la profession des journalistes, comme au sein de la société civile, pour la mise en place de mécanismes de régulation de la presse a tout son sens.

II/ Les médias privés et l'alternance

La presse a été, sans aucun doute, avec la jeunesse, l'un des éléments les plus déterminants dans l'alternance politique de février-mars 2000. Le rôle des médias privés a été unanimement reconnu comme décisif dans la transparence du processus mais aussi et surtout dans la prise de conscience des citoyens sénégalais. En effet, le dynamisme de la

⁵ Sall (Aliou) *Enjeux démocratiques et traitement de l'information dans le service public de la presse au Sénégal : Exemple du Soleil dans le processus de l'alternance* op cit p 58

presse privée relativement récente et essentiellement composée de jeunes journalistes utilisant les nouvelles technologies des télécommunications a indéniablement changé la donne.

Si les journalistes, eux-mêmes, trouvent que leur rôle dans les élections présidentielles de 2000 a été très souvent magnifié et exagéré par la presse internationale, Ils reconnaissent l'importance cruciale qu'ils ont eue dans le cours des événements. Un élément qui semble très important, C'est la présence de très jeunes reporters dans les rédactions de la presse indépendante. Ces jeunes ont permis aux entreprises de presse, pour la première fois d'assurer une couverture très dynamique d'une élection présidentielle.

Par ailleurs, les Journalistes ont abondamment utilisé les téléphones portables qui leur permettaient de communiquer en temps réel les résultats, ce qui n'autorisait plus certaines manipulations frauduleuses. Le simple fait de pouvoir divulguer aux populations les résultats, au fur et à mesure qu'ils tombaient, d'un bureau de vote à l'autre est extrêmement important dans l'histoire électorale sénégalaise. Il n'en a pas toujours été ainsi.

En effet, la soumission des médias d'Etat à la domination occulte de puissances politiques et financières est un autre fait du monopole du système électoral par le parti au pouvoir. Pour le Parti Socialiste dont la culture politique du personnel dirigeant est bel et bien trempée de l'autoritarisme produit par les réflexes du parti unique, les pratiques de diffusion ou de rétention d'informations défavorables, faisaient naturellement partie du mode de gouvernement.⁶

A notre avis, plus de deux ans après l'alternance politique qui a rendu possible une refonte de l'Etat, la configuration de l'espace médiatique sénégalais doit dépasser le schéma traditionnel représentant d'une part, une presse dite d'Etat focalisant toute son attention et tout son génie sur les activités du gouvernement, voir du parti au pouvoir et, d'autre part, une presse privée qui se veut indépendante, beaucoup plus proche des opposants au régime en place, des couches sociales défavorisées et véhiculant une information juste, vrai et honnête. Cela est d'autant plus facile à réaliser qu'aujourd'hui, la presse officielle d'Etat a beaucoup évolué. C'est pourquoi nous pensons que la presse sénégalaise dans son ensemble doit tendre vers un seul but : la production d'émissions et d'informations tenant compte de la diversité politique, religieuse, sociale, ethnique, linguistique du Sénégal et respectueuses des règles éthiques et déontologiques de la profession de journaliste. Mais au regard de ce qui se passe aujourd'hui il faut reconnaître que la situation n'est guère reluisante.

En effet, après s'être beaucoup appuyé sur la presse privée pour accéder au pouvoir, le régime du président Wade qui dirigeait le Sénégal était accusé, avec acharnement, de vouloir remettre la presse au pas en brandissant des menaces de procès ou en jetant purement et simplement des journalistes en prison mais aussi et surtout, de s'accaparer de la télévision nationale, chose que le Président Wade avait longtemps combattu quand il était dans l'opposition.⁷

⁶ Lo (Abdou Khadre), *Première alternance politique au Sénégal en 2000 : Regard sur la démocratie sénégalaise*, Paris Sorbonne, DEA de Sciences politiques, 2001, p 79 à 80. 117 pages

⁷ Ndiaye (Mamadou), *Le rôle des médias privés dans la réalisation de l'alternance politique au Sénégal*. Mémoire publié en 2002, 126 pages Université de Bordeaux 3.

III/ La démocratie sénégalaise à l'épreuve de l'alternance

Nul ne conteste aujourd'hui que l'élection soit une condition nécessaire de la démocratie.

En tant que mode de participation politique, elle constitue le lien primordial entre le gouvernement et son peuple. Mais l'élection, on le sait, n'est pas à elle seule, une condition suffisante de la démocratie. A l'instar des théories sociologiques modernes, la démocratie ne peut plus être définie à partir de cette conception idéaliste que les classiques ont souvent utilisée pour ramener tout système démocratique à l'existence d'une majorité légalement établie à partir des urnes. Elle est plutôt, celle qui admet et pacifie les conflits dans le pluralisme. Celle qui admet l'opposition et qui l'institutionnalise au demeurant par l'élaboration d'un statut.

Si l'alternance se présente au Sénégal comme un fait historique et unique dans la vie politique et institutionnelle du pays, elle n'est pas une fin en soi. Dans les démocraties modernes, elle est courante, pour ne pas dire banalisée. Prise dans ce sens, elle est le point de départ d'une autre phase certainement plus difficile à gérer : la concrétisation et le maintien des acquis démocratiques dans le pays par les dirigeants élus et par les générations à venir. C'est le déficit clair d'une telle compréhension qui explique les multiples tensions que le Sénégal, vitrine supposée de la démocratie en Afrique, a connues au lendemain de l'alternance de 2000.⁸

L'exemple le plus patent est survenu seulement quelques mois après l'accession de Wade au pouvoir soit le 14 décembre 2000. Ce jour là, des journalistes du Quotidien et du Populaire Mamadou Thierno Tall et Sidy Diop ont été interpellés. La presse du lendemain, vendredi 15 décembre 2000 a publié des photos de leurs confrères au fond d'un cachot d'un commissariat et assis sur les carreaux. Ces images qui ont beaucoup choqué les professionnels des médias et les démocrates ne sont que la résultante d'une politique de censure orchestrée par le nouveau régime en place. A l'époque, il était interdit à tout journal sénégalais d'interviewer l'abbé Diamacoune Senghor, le chef du mouvement indépendantiste casamançais, le MFDC⁹. Cette interdiction viserait à ne pas faire de publicité pour les propos séparatistes de l'abbé mais également éviterait aux journalistes de divulguer de fausses nouvelles pouvant démoraliser l'armée sénégalaise. Cette atteinte à la liberté d'expression et d'informer est évidemment inadmissible pour les professionnels des médias.

Autre bras de fer significatif, l'arrestation du directeur de publication du journal le Quotidien qui a même fait l'objet d'un emprisonnement de plusieurs mois qui a suscité l'ire et la mobilisation de toute la presse nationale.¹⁰

Aussi, en avril 2000, en précisant les tâches et missions dévolues à chacun des membres du tout nouveau gouvernement qu'il venait de mettre en place, le président Wade, se souvenant sans doute des éditoriaux dithyrambiques que des journalistes du quotidien national faisaient à l'endroit de son adversaire Abdou Diouf, faisait peser publiquement la menace de suspension et même de fermeture du Soleil. Et si Le Soleil brille toujours dans l'espace médiatique sénégalais, il le doit sans doute à la forte mobilisation des journalistes

⁸ Afrilex n°5, *La démocratie sénégalaise à l'épreuve de l'Alternance*, [http :WWW.afrilex.u-bordeaux4.fr](http://WWW.afrilex.u-bordeaux4.fr)

⁹ Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance

¹⁰ Barry (Moustapha), *Histoire des médias au Sénégal, de la colonisation à nos jours*, 2013, 351 pages l'Harmattan

sénégalais de tout bord mais aussi des membres de l'opinion publique. En tout cas, cette menace qui avait des allures de règlements de compte ne montrait encore une fois que la tension qui existait entre le pouvoir politique et la presse sénégalaise.

Cependant, malgré de multiples dénonciations et condamnations, la détermination du pouvoir en place à circonscrire l'action des médias sénégalais ne faiblit pas. En témoigne l'éviction du second directeur de la Radiotélévision sénégalaise (RTS) depuis l'accession de Wade au pouvoir, Moctar Sylla, dont les compétences ne sont plus à démontrer, après une série de reportages mettant à nu les tares de la société sénégalaise. Ce qui a amené Vieux Savané, journaliste à Sud Quotidien de formuler un certain nombre d'interrogations : " Comment peut-on d'ailleurs reprocher à des journalistes de faire des reportages qui montrent des terres asséchées, craquelées, assoiffées ? Comment reprocher que l'on montre des paysans grugés qui exhibent des bœufs impayés, des vaches faméliques, des mendiants qui s'agglutinent aux coins des feux rouges, du moment que ce sont les faits. Ils rendent compte de réalités quotidiennes, que nous côtoyons tous les jours. Et elles sont incontournables. A défaut de les montrer, faudrait-il alors, tout professionnalisme piétiné, braquer résolument la caméra du côté du palais de la république et nous abreuver d'audiences, meubler notre imaginaire de projets qui se télescopent, rendre compte des allers et retours des ministres ? Faudrait-il boycotter tout ce qui fait désordre, en lui réservant la portion congrue ? Un manteau de silence va-t-il alors revêtir les manifestations des partis politiques, des syndicats, de la société civile ? Ainsi on ne parlera ni de corruption, ni des autres travers qui gangrènent la société sénégalaise. Il y a comme une invite à taire les dysfonctionnements, comme un appel à la laudation.¹¹

Conclusion

Après avoir récolté de bons points dans le déroulement des élections qui ont conduit à l'Alternance au Sénégal, la presse est au défi de la consolidation des acquis. Des observateurs de la scène politique sénégalaise ont noté le rôle important de la presse privée dans l'avènement de l'alternance. Pour nombre d'entre eux, les journalistes n'ont fait que jouer leur rôle. Cela n'est pas ainsi compris par certains journalistes qui revendiquent leur part de l'alternance. D'où les relations difficiles entre le pouvoir et la presse.

En effet, dès les premiers instants de l'élargissement de la presse, l'opposition s'est rapprochée de ces nouveaux médias. Car ceux-ci constituaient une aubaine pour cette opposition lasse de frapper en vain aux portes du service public. Les quotidiens et radios privés ont donc constitué une tribune incontournable pour elle. Très vite, ces médias privés ont donc conquis le cœur des sénégalais avec la diversité des informations qu'ils fournissaient contrairement à la presse de service public jugée comme porte-voix du pouvoir en place. La présence marquée de l'opposition dans les colonnes et les ondes de la presse privée a fini par préparer le lit pour le vent du changement.

La campagne électorale est une intense période d'éclairage d'idées, d'opinions, d'expériences et de connaissances véhiculées par les médias publics et privés. Pour un milieu politique moins tolérant et pour une population en constant apprentissage du jeu démocratique, une communication de haut niveau s'impose. Car le rôle que doit jouer la presse dans l'information et la sensibilisation des électeurs dans le processus électoral est primordial et irremplaçable. Ce défi, la presse sénégalaise l'aurait-elle réalisée lors des

¹¹ Savané (Vieux) Sud quotidien du 30 août 2002

joutes électorales de l'an 2000 ? A-t-elle engagé pendant toute la période électorale ses actions dans la nécessaire préservation de la paix sociale ?

Pour Mame Less Camara¹², les médias ont joué un rôle de préparation et de maturation de l'opinion publique, qui du reste n'existait pas comme telle dans la mesure où, cette dernière était informée unilatéralement par un système contrôlé par le gouvernement et ce système a trouvé son complément avec l'avènement de la presse privée. Le transport des urnes du bureau de vote vers les centres de dépouillement a été toujours déterminant dans la transparence des résultats. En donnant les résultats dès les bureaux de vote, la presse a réduit considérablement les risques de manipulations. On a comme l'impression que les animateurs des médias surtout privés avaient décidé d'aider la roue du changement.¹³

Au total, la presse a permis de développer la démocratie, ou en tout cas, de la faire avancer significativement sous tous les cieux. Elle a étendu considérablement la prise de parole, a formaté cette parole à la hauteur de l'homme ordinaire par une facilitation expressive et une méthode de mise en confiance qui brise les barrières et distances sociales. La presse a réhabilité aussi les minorités en les rendant moins muettes et plus visibles. Ce qui est corollaire à son acte d'avoir contribué à la surveillance des pouvoirs en général en maintenant une situation de veille, un culte de la vigilance qui prévient, réduit ou dénonce tout abus provenant d'une force autonome, notamment dans un esprit contraire à la liberté et à l'épanouissement de l'homme en général.

Bibliographie

Afrilex n°5, *La démocratie à l'épreuve de l'alternance*, [http : www.afrilex.u-bordeaux4.fr](http://www.afrilex.u-bordeaux4.fr)

Barry (Moustapha), *Histoire des médias au Sénégal, de la décolonisation à nos jours*, 351 pages, l'Harmattan 2013

Diop (Momar Coumba), Diouf (Mamadou), Diaw (Aminata), *l'Alternance au Sénégal, le Baobab a été déraciné* www.politique-africaine.com p 157à160

Les Cahiers de l'Alternance au Cesti n°8, *La presse et l'Alternance au Sénégal*, 2004

Lo (Abdou Khadre), *Première Alternance politique au Sénégal en 2000 : Regard sur la démocratie sénégalaise*, Paris Sorbonne, DEA de Sciences politiques, 2001 117 pages

Ndiaye (Mamadou), *Le rôle des médias privés dans la réalisation de l'Alternance au Sénégal*, mémoire publié en 2002, 126 pages, Université de Bordeaux 3.

Samb (Moustapha), *Médias, Langues nationales et Organes de régulations en Afrique de l'Ouest, L'Exemple pilote des médias sénégalais*, 145 pages septembre 2012, édition le Nègre International

Sall (Aliou), *Enjeux démocratiques et traitement de l'information dans le service public de la presse au Sénégal : l'exemple du Soleil dans le processus de l'Alternance*, Mémoire de maîtrise en Sciences de l'Information et de la communication, Cesti, juillet, 2001, 93 pages

Savané (Vieux), *Sud Quotidien* du 30 Août 2002

¹² Journaliste, formateur au Cesti

¹³ La presse et l'Alternance in les Cahiers de l'alternance du Cesti, n°8 2004